

Si le formulaire n'est pas renvoyé dans le délai fixé à l'alinéa précédent, l'intéressé est avisé par lettre recommandée à la poste que, s'il ne donne pas suite dans les quinze jours de l'envoi de la lettre recommandée, il sera considéré qu'il renonce à la poursuite de l'enquête d'office.

**Art. 3.** L'article 11, § 3, alinéa 3 de la loi du 1<sup>er</sup> avril 1969 instituant un revenu garanti aux personnes âgées et le présent arrêté produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> octobre 1991.

**Art. 4.** Notre Ministre des Pensions et Notre Secrétaire d'Etat aux Pensions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 septembre 1991.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :  
Le Ministre des Pensions,  
**G. MOTTARD**

Le Secrétaire d'Etat aux Pensions,  
Mme L. DETIEGE

Ingeval het formulier niet binnen de in het vorige lid gestelde termijn wordt teruggezonden, wordt belanghebbende per aangetekend schrijven ervan in kennis gesteld dat hij, indien hij binnen de vijftien dagen na het verzenden van het aangetekend schrijven geen gevolg heeft, geacht wordt te verzaken aan de voortzetting van het onderzoek van ambtswege.

**Art. 3.** Artikel 11, § 3, derde lid van de wet van 1 april 1969 tot instelling van een gewaarborgd inkomen voor bejaarden en dit besluit hebben uitwerking met ingang van 1 oktober 1991.

**Art. 4.** Onze Minister van Pensioenen en Onze Staatssecretaris voor Pensioenen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 september 1991.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :  
De Minister van Pensioenen,  
**G. MOTTARD**

De Staatssecretaris voor Pensioenen,  
Mevr. L. DETIEGE

F. 91 — 3222

**8 OCTOBRE 1991.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 29 avril 1969 portant règlement général en matière de revenu garanti aux personnes âgées

**BAUDOUIN**, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 1<sup>er</sup> avril 1969 instituant un revenu garanti aux personnes âgées;

Vu la loi du 20<sup>e</sup> juillet 1991 portant des dispositions sociales et diverses, notamment le Titre III, Chapitre 1<sup>er</sup>;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence motivée par le fait que l'application des dispositions relatives au revenu garanti aux personnes âgées contenues dans la loi du 20 juillet 1991 portant des dispositions sociales et diverses, exige une adaptation immédiate de l'arrêté royal du 29 avril 1969 portant règlement général en matière de revenu garanti aux personnes âgées;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 septembre 1991;

Sur la proposition de Notre Ministre des Pensions et de Notre Secrétaire d'Etat aux Pensions,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 2, alinéa 2, de l'arrêté royal du 29 avril 1969 portant règlement général en matière de revenu garanti aux personnes âgées, modifié par les arrêtés royaux des 12 juillet 1976 et 1<sup>er</sup> décembre 1978, est abrogé.

**Art. 2.** Dans l'article 21, § 2, alinéa 2, du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 17 juin 1971 et 5 juillet 1991, le montant « 25 000 » est remplacé par le montant « 90 000 ».

**Art. 3.** L'article 22 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 22. Les rentes visées à l'article 4, § 2, 4<sup>o</sup>, de la loi sont immunisées à concurrence de 1 300 F ou de 300 F, selon qu'il s'agit d'une rente payée à l'assuré ou à une autre personne en cas de décès de l'assuré.

L'application de l'alinéa précédent s'effectue pour chaque bénéficiaire de rente sur le montant total de ses rentes. »

**Art. 4.** L'article 25 du même arrêté est abrogé.

**Art. 5.** Dans l'article 26, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « des autorités visées à l'article 14 de la loi » sont remplacés par les mots « de l'Office ».

N. 91 — 3222

**8 OKTOBER 1991.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 april 1969 houdende algemeen reglement betreffende het gewaarborgd inkomen voor bejaarden

**BOUDEWIJN**, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 1 april 1969 tot instelling van een gewaarborgd inkomen voor bejaarden;

Gelet op de wet van 20 juli 1991 houdende sociale en diverse bepalingen, inzonderheid Titel III, Hoofdstuk I;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat een toepassing van de bepalingen inzake het gewaarborgd inkomen voor bejaarden van de wet van 20 juli 1991 houdende sociale en diverse bepalingen een onmiddellijke aanpassing vereist van het koninklijk besluit van 29 april 1969 houdende algemeen reglement betreffende het gewaarborgd inkomen voor bejaarden;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 16 september 1991;

Op de voordracht van Onze Minister van Pensioenen en Onze Staatssecretaris voor Pensioenen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Het tweede lid van artikel 2, van het koninklijk besluit van 29 april 1969 houdende algemeen reglement betreffende het gewaarborgd inkomen voor bejaarden, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 juli 1976 en 1 december 1978, wordt opgeheven.

**Art. 2.** In het tweede lid van artikel 21, § 2 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1971 en 5 juli 1991, wordt het getal « 25 000 » vervangen door het getal « 90 000 ».

**Art. 3.** Artikel 22 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 22. De renten beoogd bij artikel 4, § 2, 4<sup>o</sup> van de wet, worden vrijgesteld ten belope van 1 300 F of van 300 F, naargelang het gaat om een rente uitbetaald aan de verzekerde of aan een ander persoon in geval van overlijden van de verzekerde.

De toepassing van het vorig lid gebeurt voor elke rentegerechtigde op het totale bedrag van zijn renten. »

**Art. 4.** Artikel 25 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 5.** In het eerste lid van artikel 26 van hetzelfde besluit worden de woorden « de overheden beoogd bij artikel 14 van de wet » vervangen door de woorden « de Rijksdienst ».

Art. 6. L'article 32, alinéa 2, du même arrêté, abrogé par l'arrêté royal du 17 juin 1971, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Les capitaux mobiliers sont toutefois immunisés si leur montant global ne dépasse pas 100 000 F. »

Art. 7. L'article 45 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 17 juin 1971 et 9 janvier 1976, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 45. En cas de cession à titre onéreux d'un bien immeuble et sans préjudice des dispositions de l'article 44, il est déduit de la valeur vénale du bien en vue de l'application de l'article 42, un abattement annuel de 80 000 F ou de 64 000 F selon que le demandeur est ou non chef de ménage au sens de l'article 21, § 2, pour autant qu'il s'agisse de la maison d'habitation du demandeur ou de son conjoint et que ni le demandeur ni son conjoint ne possède d'autre bien meuble bâti.

L'abattement déductible est calculé proportionnellement au nombre de mois compris entre le premier du mois qui suit la date de la cession et la date de prise de cours du revenu garanti.

Si le demandeur perd la qualité de chef de ménage, au sens de l'article 21, § 2, ou s'il l'acquiert, l'abattement à déduire, pour l'application de l'alinéa 1, est égal à :

- un douzième de 80 000 F pour chaque mois au cours duquel le demandeur a la qualité de chef de ménage, au sens de l'article 21, § 2;
- un douzième de 64 000 F pour tous les autres mois. »

Art. 8. L'article 48, alinéa 1er du même arrêté royal, modifié par les arrêtés royaux des 23 mars 1979 et 10 avril 1984, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le montant du revenu garanti aux personnes âgées est diminué d'un montant égal à 90 p.c. des prestations visées à l'article 10, alinéa 1er, de la loi, diminuées, le cas échéant, du montant de la pension alimentaire visé à l'article 2 de l'article 10 de la loi. »

Art. 9. Dans l'article 49<sup>quater</sup> du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 10 avril 1991, les mots « l'article 10, alinéa 2, de la loi » sont chaque fois remplacés par les mots « l'article 10, alinéa 3, de la loi. »

Art. 10. Dans l'article 52, alinéa 2, du même arrêté, les mots « article 14, alinéa 2 » sont remplacés par les mots « article 14, § 2 ».

Art. 11. L'article 54 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 9 janvier 1976, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 54. § 1er. L'Office prend d'office une nouvelle décision :

1<sup>o</sup> lorsqu'il a connaissance d'un fait nouveau ou d'une modification dans les ressources entraînant une diminution du revenu garanti octroyé.

La nouvelle décision produit ses effets le premier jour du mois qui suit la date à laquelle ce fait ou cette modification a une incidence sur les droits accordés.

2<sup>o</sup> lorsqu'il est constaté que la décision administrative est entachée d'irrégularité ou d'erreur matérielle.

L'Office prend une nouvelle décision à la date de prise de cours de la décision rectifiée.

Sans préjudice de l'application du § 2 du présent article ou de l'article 21 de la loi du 13 juin 1966 relative à la pension de retraite et de survie des ouvriers, des employés, des marins naviguant sous pavillon belge, des ouvriers mineurs et des assurés libres, la nouvelle décision produira toutefois ses effets, en cas d'erreur due à l'administration, le premier jour du mois qui suit la notification, si le droit à la prestation est inférieur à celui accordé initialement.

3<sup>o</sup> lorsqu'il est constaté que l'exécution de la décision administrative est entachée d'irrégularité ou d'erreur matérielle.

L'Office corrige l'irrégularité ou l'erreur matérielle.

Sans préjudice de l'application du § 2 du présent article ou de l'article 21 de la loi du 13 juin 1966 relative à la pension de retraite et de survie des ouvriers, des employés, des marins naviguant sous pavillon belge, des ouvriers mineurs et des assurés libres, la rectification produira ses effets, en cas d'erreur due à l'administration, le premier jour du mois qui suit la notification, si le droit à la prestation est inférieur à celui indûment liquidé.

Art. 6. Artikel 32, tweede lid van hetzelfde besluit, opgeheven door het koninklijk besluit van 17 juni 1971, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« De roerende kapitalen worden evenwel vrijgesteld indien hun globaal bedrag niet meer bedraagt dan 100 000 F. »

Art. 7. Artikel 45 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1971 en 9 januari 1976, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 45. Ingeval van afstand onder bezwarende titel van een onroerend goed en onverminderd de bepalingen van artikel 44, wordt, voor zover het om het woonhuis van de aanvrager of van zijn echtgenoot gaat en de aanvrager of zijn echtgenoot geen ander gebouwd onroerend goed bezit, met het oog op de toepassing van artikel 42, een jaarlijks abattement van 80 000 F of 64 000 F afgetrokken van de verkoopwaarde van het goed naar gelang de aanvrager al dan niet gezinshoofd is zoals bepaald bij artikel 21, § 2.

Het aftrekbaar abattement wordt berekend in verhouding tot het aantal maanden begrepen tussen de eerste van de maand die volgt op de datum van de afstand en de ingangsdatum van het gewaarborgd inkomen.

Indien de aanvrager ophoudt gezinshoofd te zijn, of indien hij gezinshoofd wordt, zoals bepaald bij artikel 21, § 2, wordt voor de toepassing van het eerste lid een abattement afgetrokken dat gelijk is aan :

- een twaalfde van 80 000 F voor iedere maand waarin de aanvrager de hoedanigheid van gezinshoofd bezat, zoals bepaald bij artikel 21, § 2;
- een twaalfde van 64 000 F voor alle andere maanden.

Art. 8. Artikel 48, eerste lid van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 23 maart 1979 en 10 april 1984, wordt vervangen door het volgende lid :

« Het bedrag van het gewaarborgd inkomen voor bejaarden wordt verminderd met een bedrag gelijk aan 90 pct. van de in artikel 100, eerste lid, van de wet beoogde voordelen, nadat deze, in voorkomend geval, werden verminderd met het in het tweede lid van artikel 10 van de wet bedoelde bedrag van het onderhoudsgeld. »

Art. 9. In artikel 49<sup>quater</sup> van hetzelfde koninklijk besluit van 10 april 1991, worden de woorden « artikel 10, tweede lid, van de wet » telkens vervangen door de woorden « artikel 10, derde lid, van de wet. »

Art. 10. In het tweede lid van artikel 52 van hetzelfde besluit worden de woorden « artikel 14, tweede lid » vervangen door de woorden « artikel 14, § 2 ».

Art. 11. Artikel 54 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 januari 1976 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 54. § 1. De Rijksdienst neemt ambtshalve een nieuwe beslissing.

1<sup>o</sup> wanneer hij kennis krijgt van een nieuw feit dat of een wijziging in de bestaansmiddelen die aanleiding geeft tot een vermindering van het toegekende gewaarborgd inkomen.

De nieuwe beslissing gaat in op de eerste dag van de maand volgend op de datum waarop dat feit of die wijziging en weerslag op de toegekende rechten heeft.

2<sup>o</sup> wanneer vastgesteld wordt dat aan de administratieve beslissing een onregelmatigheid of een materiële vergissing kleeft.

De Rijksdienst neemt een nieuwe beslissing op de ingangsdatum van de herziene beslissing.

Onverminderd de toepassing van § 2, van dit artikel of van artikel 21 van de wet van 13 juni 1966 betreffende de rust- en overlevingspensioenen voor arbeiders, bedienden, zeevarenden onder Belgische vlag, mijnwerkers en vrijwillig verzekerden, zal, als de vergissing aan de administratie te wijten is, de nieuwe beslissing evenwel uitwerking hebben op de eerste dag van de maand na de kennisgeving, als het recht op de uitkering kleiner is dan het recht dat eerst werd toegekend.

3<sup>o</sup> wanneer vastgesteld wordt dat aan de uitvoering van de administratieve beslissing een onregelmatigheid of een materiële vergissing kleeft.

De Rijksdienst herstelt de onregelmatigheid of de materiële vergissing.

Onverminderd de toepassing van § 2, van dit artikel of van artikel 21, van de wet van 13 juni 1966 betreffende de rust- en overlevingspensioenen voor arbeiders, bedienden, zeevarenden onder Belgische vlag, mijnwerkers en vrijwillig verzekerden, zal, als de vergissing aan de administratie te wijten is, de rechtzetting evenwel uitwerking hebben op de eerste dag van de maand na de kennisgeving, als het recht op de uitkering kleiner is dan het ten onrechte uitgekeerde.

4° lorsque le paiement du revenu garanti doit être suspendu parce que le montant visé à l'article 2, § 1er, alinéa 2 de la loi est accordé au conjoint.

La décision de suspension produit ses effets à la même date que celle à laquelle est accordé le revenu garanti au conjoint.

§ 2. L'Office peut rapporter la décision administrative et prendre une nouvelle décision dans le délai d'introduction d'une requête devant le tribunal du travail ou si une requête a été introduite, jusqu'à la clôture des débats, lorsque :

a) à la date de prise de cours du revenu garanti, le droit est modifié par une disposition légale ou réglementaire;

b) un fait nouveau ou des éléments de preuve nouveaux ayant une incidence sur le droit du demandeur sont invoqués en cours d'instance;

c) la décision administrative est entachée d'irrégularité ou d'erreur matérielle.

Art. 12. L'article 55 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 15 février 1990, est abrogé.

Art. 13. L'article 56 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 15 février 1990, est abrogé.

Art. 14. Dans l'article 67 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 5 juillet 1991, les mots « du présent chapitre » sont remplacés par les mots « des articles 2, § 1er, 4, § 1er, alinéa 3 et 18 de la loi. »

Art. 15. Les dispositions de l'article 45 du même arrêté, telles qu'elles étaient libellées avant leur modification par l'article 7 du présent arrêté, restent d'application lorsqu'un revenu garanti qui a pris cours avant le 1er janvier 1992 est revu d'office suite à une modification des avantages visés à l'article 10, alinéa 1er de la loi du 1er avril 1969 instituant un revenu garanti aux personnes âgées.

Art. 16. Le présent arrêté produit ses effets le 1er juillet 1991, à l'exception des articles 2, 6, 7 et 15 qui entrent en vigueur le 1er janvier 1992.

Art. 17. Notre Ministre des Pensions et Notre Secrétaire d'Etat aux Pensions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 octobre 1991.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

Le Ministre des Pensions,  
**G. MOTTARD**

Le Secrétaire d'Etat aux Pensions,  
**Mme L. DETIEGE**

4° wanneer de uitbetaling van het gewaarborgd inkomen moet geschorst worden, omdat aan de echtgenoot het in artikel 2, § 1, tweede lid van de wet bedoelde bedrag toegekend wordt.

De beslissing tot schorsing heeft uitwerking op dezelfde datum als de beslissing houdende toekenning van het gewaarborgd inkomen aan de echtgenoot.

§ 2. De Rijksdienst kan de administratieve beslissing intrekken en een nieuwe beslissing nemen binnen de termijn van indiening van een verzoekschrift bij de arbeidsrechtbank of als een verzoekschrift werd ingediend, tot op de sluiting van de debatten, wanneer :

a) op de ingangsdatum van het gewaarborgd inkomen, het recht door een wettelijke of reglementaire bepaling is gewijzigd;

b) een nieuw feit of nieuwe bewijselementen die een weerslag hebben op het recht van de aanvrager tijdens het geding worden ingeroepen;

c) vastgesteld wordt dat aan de administratieve beslissing een onregelmatigheid of een materiële vergissing kleeft.

Art. 12. Artikel 55 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 februari 1990, wordt opgeheven.

Art. 13. Artikel 56 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 februari 1990, wordt opgeheven.

Art. 14. In artikel 67, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 juli 1991, worden de woorden « dit hoofdstuk » vervangen door de woorden « de artikelen 2, § 1, 4, § 1, derde lid en 18 van de wet. »

Art. 15. De bepalingen van artikel 45 van hetzelfde besluit, zoals zij luiden voor hun wijziging door artikel 7 van dit besluit, blijven van toepassing indien een voor 1 januari 1992 ingegaan gewaarborgd inkomen ambtshalve wordt herzien ingevolge een wijziging van de voordelen bedoeld in artikel 10, eerste lid van de wet van 1 april 1969 tot instelling van een gewaarborgd inkomen voor bejaarden.

Art. 16. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 1991, met uitzondering van de artikelen 2, 6, 7 en 15 die in werking treden op 1 januari 1992.

Art. 17. Onze Minister van Pensioenen en Onze Staatssecretaris voor Pensioenen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 oktober 1991.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Pensioenen,  
**G. MOTTARD**

De Staatssecretaris voor Pensioenen,  
**Mevr. L. DETIEGE**

F. 91 — 3223

**8 OCTOBRE 1991. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 28 novembre 1978 fixant les échelles de traitements des grades particuliers au Fonds des accidents du travail**

**BAUDOUIN**, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1973 portant statut pécuniaire du personnel de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 3 et l'article 7, modifié par l'arrêté royal du 10 mai 1978;

Vu l'arrêté royal du 28 novembre 1978 fixant les échelles de traitement des grades particuliers au Fonds des accidents du travail;

Vu les protocoles des 4 novembre 1987, 6 février 1989 et 8 janvier 1990, dans lesquels sont consignées les conclusions des négociations menées au sein du Comité commun à l'ensemble des services publics;

Vu l'avis du Comité de gestion du Fonds des accidents du travail;

N. 91 — 3223

**8 OKTOBER 1991. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 november 1978 tot vaststelling van de weddeschalen verbonden aan de bijzondere graden bij het Fonds voor arbeidsongevallen**

**BOUDEWIJN**, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid het artikel 3 en het artikel 7, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 mei 1978;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 november 1978 tot vaststelling van de weddeschalen verbonden aan de bijzondere graden bij het Fonds voor arbeidsongevallen;

Gelet op de protocollen van 4 november 1987, 6 februari 1989 en 8 januari 1990 waarin de conclusies van de onderhandelingen gevoerd binnen het gemeenschappelijk comité voor alle overheidsdiensten worden vermeld;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het Fonds voor arbeidsongevallen;